



Bonne année 2020 !

>>> Janvier 2020

A la Une

Séminaire des médecins de prévention des 28 et 29 novembre 2019

La sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel (SDASAP/DRH) a réuni le réseau de la médecine de prévention les 28 et 29 novembre 2019 à Lognes. 94 médecins de prévention et 25 infirmiers ont participé à cet événement.

S'inscrivant dans un contexte de réforme de l'organisation territoriale de l'État avec la création des secrétariats généraux communs mais également de forte mobilisation des services de Police dans le cadre de leurs missions, le rôle du service de médecine de prévention est primordial, aux côtés des autres professionnels de soutien, pour accompagner l'ensemble des personnels du ministère de l'Intérieur.

Après l'ouverture du séminaire par Anne Brosseau, sous-directrice de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel, les deux journées ont permis d'aborder des thématiques diversifiées, ponctuées de moments d'échanges, sur plusieurs sujets d'actualité :

- « *La prise en charge du syndrome de stress post-traumatique* » par le docteur François Ducrocq, psychiatre et Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS.
- « *La présentation du programme de mobilisation contre le suicide* » par Noémie Angel, sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien (SDPAS/DRCPN) et une représentante de l'association « Soins aux professionnels de santé ».
- « *Les douleurs psychologiques et le risque suicidaire* » par le professeur Fabrice Jollant avec les témoignages du docteur Odile Pelen et de Stéphanie Doridant, respectivement médecin de prévention et psychologue du SSPO de l'Isère, dans le cadre d'une coopération sur la prévention/postvention du suicide.
- « *La coopération au travail et les enjeux pour la santé* », par Christophe Demaegd, psychologue clinicien et François Hubault, ergonomiste.
- « *Les stands de tir* », avec un volet réglementaire et sécurité présenté par Yves Benedetti et Eric Trystram (ISST), et Anne-Lyse Manceau, cheffe du bureau de la prévention et de la qualité de vie au travail (DRCPN/SDPAS) ; un volet sur le protocole médical de suivi par le docteur Rusconi, médecin de prévention dans le Val-de-Marne.
- Un focus sur « *L'organisation du travail dans les services étrangers de préfecture* » par Alexandre Metereaud, adjoint au chef du 7^e bureau (préfecture de Police/DPG).



Anne Brosseau et son adjoint, Frédéric Bovet ont également fait un tour d'horizon de l'actualité de l'action sociale et des évolutions réglementaires en matière de santé et sécurité du travail tels que la refonte en cours du décret du 28 mai 1982 sur la médecine de prévention et les dispositifs d'expérimentation engagés, comme les cabines de télé-médecine et le projet Préventiel. Moment privilégié d'écoute mutuelle et d'information avec les acteurs du terrain et l'administration centrale, les participants ont exprimé leur satisfaction sur la qualité des interventions et la richesse des échanges dans le cadre de ce séminaire.



>>> Pour en savoir plus

Site Intranet de l'action sociale /
Rubrique Réseaux / Médecine de prévention :
> actionsociale.mi

Une goutte de trop ! Un kit pédagogique de sensibilisation au risque inondation

Face aux violentes crues du Sud-Est et à leurs répercussions multiples, la transmission des connaissances de manière vulgarisée est essentielle pour permettre à tous de développer et de préserver une véritable culture du risque. Le milieu scolaire représente ainsi un contexte particulièrement favorable au développement d'une éducation préventive durable. Les enfants sont des vecteurs de l'information pour leur entourage qui est donc indirectement sensibilisé. Afin de développer la conscience du risque, un kit pédagogique de sensibilisation au risque inondation à destination des élèves de 23 départements de la zone d'action de la mission interrégionale « Inondation Arc Méditerranéen » (MIAM) a vu le jour.

Ce kit a été développé par la MIAM, sous l'égide du Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Pierre Dartout, avec l'appui de Mayane (Centre de recherche pour l'adaptation au changement climatique) et en collaboration avec les régions académiques d'Auvergne Rhône-Alpes, de Corse, d'Occitanie, de Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que l'IFFO-RME, le Cypres et le Syble.



Le kit pédagogique doit progressivement permettre aux élèves de :

- Développer la connaissance et la conscience du risque d'inondation à l'échelle des 23 départements de l'Arc méditerranéen.
- D'améliorer leurs connaissances sur le fonctionnement du territoire, des cours d'eau et du cycle de l'eau.
- De comprendre l'ensemble des mécanismes mis en jeu lors d'une inondation en milieu méditerranéen (débordement de cours d'eau, ruissellement, submersion marine...).
- De prendre conscience des conséquences d'une inondation.
- D'appréhender la gestion du risque inondation à l'échelle de l'individu, de l'école et de la commune (acteurs, rôles de chacun, plans et actions existants).
- D'adopter des comportements responsables et d'apprendre à vivre avec le risque d'inondation.

>>> Pour en savoir plus

Ce kit de sensibilisation est téléchargeable via le lien :

> <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/livret-ludo-educatif-pour-le-cycle-3-r2583.html>

Contact : sgzds-com@interieur.gouv.fr - Tél. 04 91 24 22 06/10

Participez au jeu « Vivre ensemble la diversité et l'égalité »

Dans le cadre de la double labellisation Egalité-Diversité du ministère par l'AFNOR, les agents du Secrétariat général sont invités à suivre le jeu sérieux « Vivre ensemble la diversité et l'égalité » pour prendre conscience des stéréotypes et lutter contre les sources de discrimination.

La Sous-Direction du Recrutement et de la Formation (SDRF) a développé une méthode pédagogique innovante dite le « Jeu sérieux ».

À travers des mises en situation intégrant 7 des 24 critères interdits par la loi, l'objectif de ce jeu sérieux est de faire prendre conscience des stéréotypes sources de discrimination. Ce module d'une durée totale de 1 h 30 est accessible à l'ensemble des agents relevant du secrétariat général à partir de la plateforme FORMI.

> <https://eformation.sdrf.drh.interieur.gouv.fr/auth/infpn/index.php>

Cette sensibilisation à la politique « égalité et diversité » implique l'ensemble du ministère.

Attention ! Celui-ci n'est pas en auto-inscription : pour y accéder, adressez-vous à votre animateur de formation qui vous transmettra une clé d'inscription.



>>> Pour en savoir plus

Visualiser l'extrait vidéo du jeu sérieux en cliquant sur ce lien : > [Vivre ensemble la diversité](#)

> <http://egalite-diversite.interieur.ader.gouv.fr/index.php/vous-former/la-e-formation>

Vos bulletins de paie accessibles sur
l'ENSAP*

*Espace Numérique Sécurisé des Agents Publics



Les Journées Prévention Santé (JPS) en 2019...

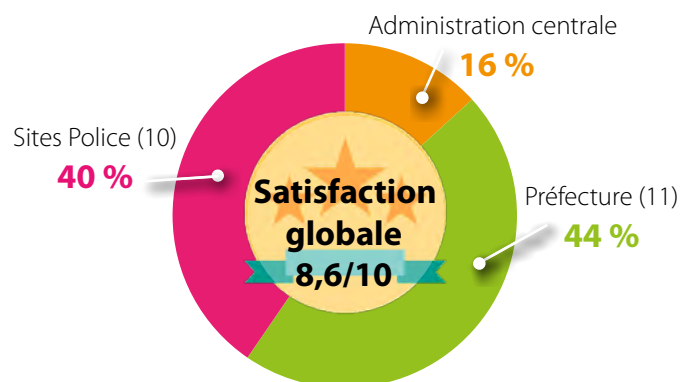
25 sites en 2019

Conformément à la convention tripartite de juillet 2018, le ministère a mis en œuvre, avec les mutuelles INTERIALE et MGP, des actions de prévention vers les agents du ministère au cours de l'année 2019, coordonnées par les services de la SDPAS/DRCPP et la SDASAP/DRH.

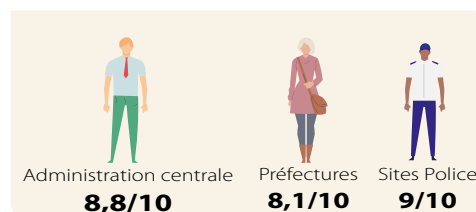
Le ministère de l'Intérieur et ses deux partenaires tirent un bilan très positif de l'année écoulée. Ce sont 25 sites (10 sites police, 11 sites préfectures et 4 sites en administration centrale) qui ont accueilli des JPS. La thématique déclinée en 2019 (la gestion du stress), lancée à la suite de la conférence nationale du 22 mars 2019 à l'amphithéâtre Lumière sur « Les outils de gestion du stress au travail », a connu un réel succès avec une importante participation globale, bien que variable en fonction de la taille des structures.



Taux de satisfaction globale par atelier



Taux de satisfaction par périmètre



Les JPS pour 2020...

Une nouvelle thématique **Hygiène de vie**

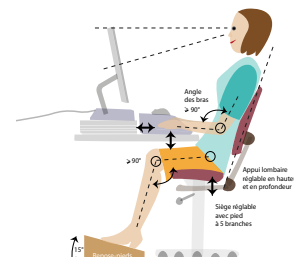
Sommeil – Alimentation - Troubles musculosquelettiques

30 sites prévus en **2020**



Programme des ateliers

- Réunion d'information sur l'ergonomie
- Atelier sur l'ergonomie et le poste de travail
- Atelier de sophrologie : préparation au sommeil
- Atelier analyse de la composition corporelle
- Bilan alimentaire individuel par un nutritionniste
- Atelier individuel : bilan de cohérence cardiaque



Regroupement annuel des conseillers mobilité carrière

Le traditionnel regroupement des CMC de la Mission de Reconversion et de Réorientation de la Police (M2RP) s'est déroulé les 3 et 4 décembre sur le site de Garance. Cette réunion des 29 CMC (en poste à Paris, Lille, Rennes, Metz, Bordeaux, Marseille, Lyon) et de l'équipe de direction a permis de faire le point sur l'activité de l'année qui se termine et d'établir les objectifs pour l'année 2020.

Le premier jour en ouverture, Simon Babre, directeur des ressources et des compétences de la Police nationale (DRCPN), a remercié les CMC pour leur investissement quotidien au service des agents désireux d'être accompagnés dans leur projet de transition professionnelle. Il a souhaité que la M2RP intensifie son action dans le domaine de la réorientation interne et continue de participer activement aux travaux menés au sein des PFRH (plateformes des ressources humaines présentes au sein des secrétariats généraux pour les affaires régionales). Ces travaux visent au développement d'une culture commune de tous les CMC de la fonction publique d'État, dans le cadre des mesures inscrites dans la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019.

Noémie Angel, sous-directrice de la prévention de l'accompagnement et du soutien (SDPAS), a précisé ensuite les enjeux de l'intégration de la M2RP au sein du département de l'accompagnement des personnels de la Police (DAPP), créé au sein de cette sous-direction en mai 2019. Cette organisation doit permettre d'offrir une prestation globale d'accompagnement aux policiers, confrontés à des difficultés au cours de leur parcours professionnel.

Des travaux en atelier ont permis de réfléchir collectivement aux objectifs 2020, notamment à l'ouverture des offres d'emploi aux conjoints des policiers ayant obtenu une mutation géographique et à l'adoption de nouveaux outils dans l'accompagnement des agents visant à mieux définir leurs réelles motivations.

Le second jour, le responsable de la délivrance des titres d'agents de sécurité privée du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) est venu présenter les dernières évolutions réglementaires visant à renforcer le rôle des entreprises de sécurité privée dans la sécurité nationale. Il a notamment évoqué la création d'un statut d'agent de sécurité privée renforcé lui permettant d'être armé dans des conditions strictement encadrées. Ce développement des missions des agents de sécurité privée constitue une opportunité d'emploi supplémentaire pour les ADS n'ayant pas réussi le concours de gardiens de la paix ou ne souhaitant pas continuer dans la Police nationale, que les CMC de la M2RP accompagnent vers la reconversion.

En clôture, l'ensemble de la M2RP s'est félicité de la tenue de ce regroupement qui aura permis notamment d'anticiper l'impact, sur l'activité de l'année 2020, des nouveaux modes de gestion de la fonction publique de l'État (évolution des CAP, dispositifs de mobilité, réforme des retraites...)



>>> Pour en savoir plus

Site Intranet de la Police nationale / Rubrique DRCPN : > <http://police-nationale.minint.fr/>

Un moment de partage et de convivialité à la DDSP de Tarn-et-Garonne

Entre deux manifestations, l'équipe de direction de la DDSP de Tarn-et-Garonne a organisé le 20 décembre une pause de convivialité pour l'ensemble des fonctionnaires du service autour d'une paëlla géante cuisinée sur place par deux collègues.

Ce sont 90 policiers de services différents qui se sont ainsi retrouvés côte à côte le temps de ce délicieux repas en bavardant des fêtes qui approchent et en oubliant presque le temps d'un instant les contraintes d'une fin d'année bien éprouvante. Chacun a émis le vœu de renouveler ce moment de complicité aux beaux jours !



>>> Pour en savoir plus

Contact : Thierry Larrouy, commandant divisionnaire à la DDSP de Tarn-et-Garonne

Mél : > thierry.larrouy@interieur.gouv.fr

Rénovation énergétique : soyez vigilant !

Vous souhaitez effectuer une rénovation énergétique de votre logement ? Afin de vous prémunir contre les risques éventuels de faire appel à un professionnel douteux, la direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) donne quelques réflexes à adopter afin de réaliser les travaux énergétiques de votre logement en toute sérénité. Dans certains cas, des entreprises peu scrupuleuses ont un comportement préjudiciable pour le consommateur. Ainsi, ces travaux révèlent de nombreuses fraudes telles que la présentation de devis incompréhensibles pour les consommateurs, des crédits camouflés, des labels de qualité mensongers, des pratiques commerciales trompeuses, le non-respect des droits du consommateur, des manquements relatifs à l'information sur les prix...

Quelques conseils

1. Ne signez pas d'engagement lorsqu'une entreprise vient vous démarcher

- Laissez-vous le temps de la réflexion, vérifiez les informations qui vous ont été transmises (identité du professionnel, données chiffrées avancées).
- Méfiez-vous tout particulièrement des entreprises prétendant être mandatées par un organisme public, car les services publics ne démarchent jamais, que ce soit par Internet, par téléphone ou au domicile.
- Avant de signer, lisez bien l'intégralité du ou des documents. Si vous avez signé et regrettez, n'hésitez pas à faire valoir votre droit à la rétractation prévu par la loi dans un délai de 14 jours.

2. Avant de vous lancer dans des travaux faites quelques vérifications

- En cas de doute sur un professionnel ou de question, contactez un conseiller FAIRE.

- Comparez les prestations et les prix avec d'autres professionnels. Prenez le temps de comparer les offres en contactant plusieurs entreprises, surtout si vous avez été démarché.

- Contrôlez le label du professionnel : si vous souhaitez bénéficier du crédit d'impôt transition énergétique (CITE) et de l'éco-prêt à taux zéro (éco PTZ), vous devez choisir un professionnel labellisé « garant de l'environnement » (RGE).

3. En cas de financement des travaux par un prêt, soyez vigilant

- Prenez connaissance attentivement de l'exemplaire papier de l'offre de crédit qui doit obligatoirement être remis par l'organisme bancaire.
- Soyez vigilant en cas de remboursement différé des premières mensualités. De telles modalités peuvent contribuer à augmenter significativement le coût total du prêt.
- Veiller à disposer de l'attestation de fin de travaux, qui atteste de la conformité de la prestation rendue et marque le début des obligations de remboursement.

4. En cas de travaux ne s'étant pas déroulés comme prévu, faites-vous assister !

- Faites une réclamation via le formulaire présent sur le site internet de « faire.fr » pour des travaux réalisés par une entreprise RGE.
- Saisissez le médiateur de la consommation choisi par le professionnel en cas de litige.
- Faites-vous assister par une association agréée de protection des consommateurs en cas de besoin.
- Signalez les manquements du professionnel en contactant la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de votre département et assignez le professionnel devant le juge civil pour tout contentieux lié à l'exécution du contrat.

>>> Pour en savoir plus

Site BercyInfos : > <https://www.economie.gouv.fr/particuliers/renovation-energetique-arnaques>

> Rénovation énergétique : les aides auxquelles vous pouvez prétendre

Site Internet de la DGCCRF : > Lors des travaux, 8 réflexes à adopter !

FAIRE, service public qui vous guide dans vos travaux de rénovation énergétique :

Tél. 0 808 800 700 ou site Internet : > faire.fr - Trouver ou vérifier un professionnel :

> labellisé RGE



Vélo électrique : une aide à l'achat de 500 euros pour les Franciliens

La prime de 500 euros pour l'achat d'un vélo électrique est attribuée par Île-de-France Mobilités, l'autorité organisatrice des transports publics d'Île-de-France.

Depuis le 1^{er} décembre 2019, Île-de-France Mobilités accorde aux Franciliens achetant un vélo électrique une aide pouvant aller de 500 à 600 euros. Les demandes seront traitées à partir de février 2020.

Les plafonds tiennent compte des aides locales reçues et sont réduits en conséquence :

• Vélo à assistance électrique (VAE)

neuf : 50 % du prix TTC, plafond (aide d'Île-de-France Mobilités + aides locales éventuelles) à 500 euros.

• Vélo cargo avec assistance électrique

neuf : 50 % du prix TTC, plafond (aide d'Île-de-France Mobilités + aides locales éventuelles) à 600 euros.

Certains accessoires de sécurité (panier, casque, antivol) peuvent aussi être pris en charge par l'aide dès lors qu'ils figurent sur la même facture que le vélo.



Précision importante : l'aide est valable seulement pour des vélos achetés après le 1^{er} décembre 2019 mais elle ne pourra être demandée qu'à partir de février 2020.

>>> Pour en savoir plus

> <https://www.iledefrance.fr/velo-electrique-une-aide-lachat-de-500-euros-pour-les-franciliens>

> Rendez-vous sur le site d'Île-de-France Mobilités

Cotons-tiges, gobelets, sacs, touillettes, pailles... interdits dès 2020 !

Chaque année, les pays de l'Union européenne produisent près de 25 millions de tonnes de déchets en plastique, qui mettent des dizaines d'années à disparaître. Pour interdire aux entreprises la production, l'utilisation ou la commercialisation de ces matières plastiques, plusieurs textes ont été votés ces dernières années aux niveaux français et européen.

En 2020-2021, l'interdiction du plastique va progressivement s'étendre à de nouveaux produits plastiques dits « à usage unique » :

- la vaisselle jetable en plastique : gobelets, verres et assiettes jetables ;
- les bouteilles d'eau en plastique dans les cantines scolaires ;
- les touillettes et pailles en plastique dans la restauration, la vente à emporter, les cantines et les commerces alimentaires ;
- les cotons-tiges en plastique.

Alors que le Parlement européen a adopté le 24 octobre 2018 un texte prévoyant d'interdire à partir de 2021 un certain nombre d'objets en plastique à usage unique, la mise sur le marché en France des cotons-tiges à usage domestique dont la tige est en plastique sera interdite dès le 1^{er} janvier 2020.



À savoir : le plastique se décompose lentement, raison pour laquelle il s'accumule dans les mers et les océans et s'amoncelle sur les plages en Europe et à travers le monde. Les résidus plastiques, notamment les microplastiques, sont désormais présents dans les espèces marines — et se retrouvent par la suite dans la chaîne alimentaire humaine. Les déchets aquatiques proviennent à 80 % d'activités humaines. Rejetés dans la nature, sur la voie publique ou dans les canalisations, ils sont acheminés par la pluie et le vent jusqu'à la mer ou par les fleuves et les rivières. Majoritairement composés de matière plastique, les déchets sont de nature et de taille très diverses : mégots, sacs plastiques, cotons-tiges, emballages plastiques, granulés de plastique (matière première de l'industrie plasturgique), filets et équipements de pêche... Les 10 articles en plastique à usage unique les plus répandus sur les plages européennes représentent 86 % de tous les articles en plastique à usage unique retrouvés sur nos côtes, et environ la moitié de tous les déchets marins à base de plastique. **Source :** > [commission européenne](#)

Textes de référence :

> [Loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages \(Article 124\)](#)

> [Directive européenne du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement](#)

> [Loi du 30 octobre 2018 dite « loi Egalim » \(legifrance.gouv.fr\)](#)

> [Décret du 30 août 2016 relatif aux modalités de mise en œuvre de la limitation des gobelets, verres et assiettes jetables en matière plastique \(legifrance.gouv.fr\)](#)

>>> Pour en savoir plus

> [Cotons-tiges, gobelets, touillettes... : les objets jetables en plastiques interdits](#)

> [Cotons-tiges en plastique, interdits à partir du 1^{er} janvier 2020 en France](#)

Agenda

Réunion des correspondants d'action sociale d'administration centrale

> **Judi 6 février 2020**

Conférence sur le sommeil et l'alimentation

> **Vendredi 7 février 2020 à l'Amphithéâtre, Immeuble Lumière**

La sous-direction de l'action sociale / DRH et la sous-direction de la prévention, de l'accompagnement et du soutien / DRCNP organisent depuis 2019 des Journées de prévention santé, en partenariat avec les mutuelles Intérieure et MGP. Lancées en administration centrale, les Journées de prévention santé (JPS) sont ensuite déclinées localement en préfecture et sur les sites police.

En 2020, les deux thématiques retenues pour les JPS sont la **nutrition** et le **sommeil**.

Une conférence est organisée pour lancer l'édition 2020. Elle se tiendra dans l'amphithéâtre du site Lumière, le 7 février pendant la pause méridienne.

Trois médecins spécialistes interviendront lors de cette conférence de lancement des JPS 2020 :

- Docteur Stéphanie Mazza, enseignant-chercheur en neuropsychologie et neuroscience cognitive, spécialiste de l'étude du sommeil et des conséquences cognitives des troubles du sommeil.
- Docteur Laurence Plumey, médecin nutritionniste et consultante en nutrition, créatrice d'EPM Nutrition, école de nutrition pour les professionnels de santé qui veulent s'investir dans des activités de conseiller(e) en nutrition.
- Grand témoin : Marion Troussellard, médecin chef des services à l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), département NSCo (neurosciences et sciences cognitives), unité de NPS (neurophysiologie du stress).

Un expert : Mounir Chennaoui, adjoint au directeur scientifique de l'IRBA, chef de la division santé du militaire en opération et co-directeur de l'EA 7330 >VIFASOM (Vigilance Fatigue Sommeil et santé publique).

Informations et modalités d'inscription sur le site de l'action sociale dans les semaines à venir...

Contact : Mission Information Animation de l'action sociale - **01 80 15 41 13** - Courriel : > action.sociale@interieur.gouv.fr

Site Intranet de l'action sociale : > actionsociale.mi

La pension de réversion

Le décès du retraité doit être signalé au plus tôt, auprès du centre de gestion des retraites qui verse la pension, soit par courrier, soit sur le site internet « retraitesdeletat.gouv.fr ».

Le conjoint d'un fonctionnaire retraité peut bénéficier d'une pension de réversion si le mariage a duré au moins quatre ans ou est antérieur de deux ans à la cessation d'activité du conjoint décédé. Aucune condition de durée de mariage n'est cependant exigée si des enfants sont nés de cette union. Le montant de la pension de réversion est égal à 50 % du montant de la pension du retraité décédé. Seul le mariage ouvre droit à pension de réversion, le concubinage et le PACS n'y ouvrent pas droit.

Le conjoint divorcé peut également bénéficier d'une part de la pension de réversion à condition qu'il ne soit ni remarié, ni PACSé, ni en concubinage notoire.

L'ancien conjoint remarié avant le décès du retraité peut dans certains cas, bénéficier de la pension de réversion si le remariage a pris fin avant le décès du retraité et qu'il ne bénéficie pas d'une autre pension de réversion. Si le remariage a pris fin après le décès du retraité, l'ancien conjoint pourra avoir droit à pension de réversion, à la double condition qu'il ne perçoive pas une autre pension de réversion et que le droit ne soit pas ouvert au profit d'un autre conjoint ou orphelin.

Lorsque plusieurs conjoints divorcés ou survivants co-existent, le partage de la pension de réversion se fait en proportion de la durée de chacun des mariages.

Les enfants orphelins de moins de 21 ans ainsi que les enfants majeurs atteints d'un handicap, dans l'impossibilité de gagner leur vie et qui étaient à la charge du retraité décédé, peuvent également bénéficier d'une pension de réversion à hauteur de 10 %.



Pour demander la pension de réversion, il convient de compléter le formulaire « EPR30 » que vous trouverez sur le site :

> www.retraitesdeletat.gouv.fr et d'y joindre les pièces justificatives demandées (acte de décès du retraité, copie du livret de famille et autres pièces mentionnées dans le formulaire, suivant le cas).

La démarche peut être faite en ligne.

>>> Pour en savoir plus

Site de la retraite : > www.info-retraite.fr

Site Intranet de l'action sociale/Retraite : > actionsociale.mi

BPAI courriel : > centre-information-retraite@interieur.gouv.fr ou par téléphone : 04 94 60 48 04

Préfecture

En Meurthe-et-Moselle : une marque de soutien aux agents en difficulté

Depuis de nombreuses années, la commission locale d'action sociale (CLAS) de Meurthe-et-Moselle répartissait son budget d'initiatives locales (BDIL) entre une sortie annuelle à destination de tous les agents et diverses actions d'attribution de « cartes cadeaux » sans distinction d'indice ou de ressources (Inscription au permis de conduire de l'agent ou de ses enfants, inscription en club de sport des enfants des agents âgés de 8 à 14 ans, souscription à un abonnement presse annuel).

En 2019, les membres de la CLAS ont fait le choix de revoir la répartition du BDIL afin, d'une part, de toujours maintenir le lien entre collègues avec l'organisation de deux sorties (une journée au parc Astérix en juin et une journée au marché de Noël de Colmar en décembre) et d'autre part, de soutenir les agents dans leur quotidien en proposant deux nouvelles actions « cartes cadeaux », complémentaires des trois précédemment évoquées, actions exclusivement à destination des agents en difficulté :

- La 1^{re} de ces actions concernait les agents (et/ou conjoint ou enfant à charge) ayant été hospitalisés plus de 4 nuits consécutives sur l'année avec la délivrance d'une carte d'achat de 50 €, comme signe de soutien à l'agent ayant connu une difficulté de santé, sans distinction d'indice.
- La 2^{de} de ces actions concernait les agents à faible revenu (selon un barème de QF) avec la délivrance d'une carte d'achat de 50 € pour faire face aux dépenses énergétiques.

Ces deux nouvelles actions, élaborées avec l'aide des assistantes sociales de notre département, ont été fortement plébiscitées. La répartition du BDIL 2019, plus juste, a représenté une marque de soutien forte aux agents rencontrant des difficultés, principe même de l'action sociale.

>>> Pour en savoir plus

Préfecture de Meurthe-et-Moselle : DRHM / Bureau des ressources humaines et de l'action sociale

Emilie ORY, cheffe du service départemental d'action sociale

Courriel : > emilie.ory@meurthe-et-moselle.gouv.fr



Actions solidaires

Mobilisation de la préfecture de l'Indre pour le Téléthon

Pour la 4^e année consécutive, les agents du ministère de l'Intérieur de l'Indre ont souhaité se mobiliser autour de l'action « 1 pile = 1 don, de l'énergie pour le Téléthon ».

Réalisée auprès des agents de la préfecture et des sous-préfectures de l'Indre, du commissariat de police de Châteauroux et du commandement du soutien opérationnel de la Gendarmerie nationale au Blanc, 6 collecteurs ont été installés au sein de ces structures, aux entrées des bâtiments.

Dès l'annonce, par courriel, de la mise en place de cette action, la participation a été immédiate.

L'investissement de chacun a permis de collecter 104 kg de piles en 2019. C'est 68 kg supplémentaires par rapport à l'année 2018, autant de gestes éco-citoyens. Elles seront remises très prochainement à la société de recyclage.



>>> Pour en savoir plus

Préfecture de l'Indre : Emmanuelle Fouquet, chargée de l'action sociale et correspondante handicap / SRHM / BRH

Tél. 02 54 29 52 14 - Courriel : > emmanuelle.fouquet@indre.gouv.fr

Marché de Noël à la DDSP 95

Le vendredi 13 décembre, l'amicale des policiers du Val-d'Oise organisait son 2^e marché de Noël. Les collègues ont pu déguster et acheter sur place du foie gras, du miel, du chocolat, des bonbons et du vin de Bordeaux. A cette occasion, les « Créatives de Cergy » (5 collègues) ont pu exposer leurs créations artisanales : sacs à main, attrape-rêves, crochet et produits bio pour la peau. Cette journée à l'ambiance festive et conviviale, a attiré un grand nombre de personnes et s'est clôturée par une tombola des « Créatives de Cergy » mettant en lot leurs créations au profit d'Orphéopolis. Un chèque de 320 € a été remis à la correspondante locale d'Orphéopolis, Nathalie Buston.



>>> Pour en savoir plus

DDSP 95 : Grégory Giffard, président de l'amicale des policiers du Val-d'Oise - Courriel : > amicaldespoliciers95@gmail.com

Noël solidaire en Moselle

Du 28 novembre au 11 décembre 2019, les agents de la préfecture et des sous-préfectures de la Moselle ont été invités à faire du tri dans leurs caves et greniers et à rapporter au SDAS, tous les jouets, jeux, peluches et livres d'occasion en bon état et complets, que leurs enfants n'utilisent plus. A une période de l'année où le partage et la fraternité résonnent de manière toute particulière, cette opération a permis aux agents de s'associer à une noble cause tout en effectuant un geste éco-citoyen (donner plutôt que jeter). L'appel aux dons a été massivement suivi et un bureau du SDAS a pris des airs, le temps de l'opération, d'un petit magasin de jouets ! Grâce à cet élan de générosité, des enfants de familles défavorisées vont pouvoir connaître un peu de la magie de Noël. Les jouets collectés ont été remis le 12 décembre 2019 par Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture, à Alain Maurice, président départemental des Restos du cœur, pour être distribués par le père Noël dans quelques jours... Un grand merci à toutes et à tous !



>>> Pour en savoir plus

Préfecture de la Moselle : Jean-Christophe Durand, responsable du service départemental d'action sociale

Courriel : > jean-christophe.durand@moselle.gouv.fr



L'arbre de Noël de l'ADASP 91

Le 15 décembre dernier, l'ADASP 91 a organisé son arbre de Noël au Speed Park de Bretigny-sur-Orge, au programme : karting, bowling, laser-game, karaoké, billard. Cette manifestation a réuni 900 personnes du ministère de l'Intérieur. Parents et enfants ont pu partager un moment de convivialité autour d'un buffet et d'une animation musicale. La venue du père Noël « en mobylette » a fait la joie des enfants. Cet évènement a remporté un vif succès auprès des adhérents et de leur famille.



>>> Pour en savoir plus

ADASP 91 : 8/14, rue du Dr Vignes - 91100 Corbeil-Essonnes - Tél. 01 60 89 89 00

Actions sportives

La Cyclo de l'Intérieur : Mantes-la-Jolie, le 6 juin 2020

L'association « La Cyclo de l'Intérieur » regroupe des policiers, des gendarmes et des pompiers, compétiteurs et cyclosporifs expérimentés, qui travaillent dans le département des Yvelines. Le succès rencontré auprès du grand public sous le maillot distinctif de ces institutions aux 24 Heures du Mans Vélo, à l'Ardéchoise ou bien encore à l'Étape du Tour a donné l'idée à ses membres de créer leur propre épreuve pour valoriser leurs métiers et se rapprocher de la population.

Le département des Yvelines est probablement LE département francilien du cyclisme. Siège de la Fédération française de cyclisme (FFC), doté d'un vélodrome accueillant les plus grandes compétitions nationales et internationales sur piste, riche d'un patrimoine historique et architectural exceptionnel, il était naturel que le département soit récemment élu « terre d'excellence cycliste ». L'absence de grande épreuve de masse dans le département des Yvelines depuis près de quinze ans a conforté les organisateurs dans le projet d'offrir aux passionnés de cyclisme franciliens et d'ailleurs, une course qui valorise ce magnifique département.

En outre, Sandy Casar, trois fois vainqueur sur le Tour de France, 2^e du Paris-Nice et 6^e du Giro d'Italie et natif de Mantes-la-Jolie, sera le parrain de la course.

Les parcours proposés :

- Un parcours chronométré de 166 km et 1 500 m de dénivelé.
- Un parcours de 100 km et 1 000 m de dénivelé.

Le Village sera installé dans le parc des expositions de Mantes-la-Jolie, situé sur l'Île-Aumône au milieu de la Seine. Il sera organisé autour de 3 thèmes : la valorisation des métiers de la sécurité, la promotion de la pratique cycliste et des mobilités douces et la mise en valeur des commerçants locaux.

« La « Cyclo de l'Intérieur » entend répondre à cette demande croissante en offrant aux cyclistes franciliens et d'ailleurs une très belle journée de cyclisme, accessible à tous quelque soit leur niveau de pratique, pour aller à la découverte ou la re-découverte d'un département magnifique. Nous tenons à promouvoir ainsi la pratique du vélo qui sera dans les années à venir, n'en doutons pas, un mode de déplacement urbain et périurbain majeur... Les organisateurs souhaitent également que « La Cyclo de l'Intérieur » soit un événement festif et sportif à l'occasion duquel la population pourra venir à la rencontre de celles et ceux qui ont fait vœu de servir et de protéger. Cette journée sera l'occasion de découvrir des métiers et par-delà des femmes et des hommes souvent méconnus. »

Arnaud Verhille, Commissaire divisionnaire et président de « La Cyclo de l'Intérieur ».

Inscription : 20 euros pour les 2 parcours chronométrés (166 et 100 km) et 10 euros pour le parcours libre (repas compris).



>>> Pour en savoir plus

Inscriptions en ligne jusqu'au 5 juin 2020 sur : > www.lacyclodelinterieur.fr

Le « Run PP » 2019 : une réussite incontestable

Le mardi 5 novembre dernier, le parc zoologique de Vincennes accueillait une nouvelle fois le « RUN PP » et son millier de participants.

La Fédération sportive de la Police nationale (FSPN), par le biais de sa ligue Île-de-France et en collaboration avec la préfecture de Police, a œuvré pour que cette manifestation de course à pied sous forme de relais, placée sous le signe de la cohésion et du sport « Santé », soit une réussite pour tous.

>>> Pour en savoir plus

Retrouvez toutes les informations sur : > <https://www.sportpolice.fr/actualites/run-pp-2019-encore-une-belle-reussite/>



Du côté de la FJM...

Ne ratez pas le 6 janvier 2020, l'ouverture des réservations pour la résidence le Neptune d'Oléron !

> Pour tout séjour compris entre le 4 juillet et le 21 août 2020, une procédure de réservation a été mise en place.

Les inscriptions pour cette période seront ouvertes du 6 janvier au 6 février 2020.

La priorité sera donnée aux nouveaux clients et aux séjours d'une semaine.

Envoyez votre fiche de réservation directement à la résidence « Le Neptune » soit par courrier, soit par mail.

Une réponse vous sera faite avant la fin du mois de février 2020.

Renseignements : Résidence hôtelière « Le Neptune » - 49, boulevard de l'Océan - 17650 Saint-Denis-d'Oléron

Tél. 05 46 47 87 00 - Fax : 05 46 75 91 00 - Courriel : > leneptune@fondationjeanmoulin.fr

> <https://www.fondationjeanmoulin.fr/vos-vacances/residences-fjm/le-neptune/>

FONDATION
JEANMOULIN



Du côté de d'Orphéopolis...

Les arbres de Noël et les distributions d'ordinateurs : deux actions phares de la fin d'année

> L'année 2019 s'est achevée sur les incontournables rendez-vous que sont les arbres de Noël, en région et dans les villages Orphéopolis. Des moments de fête, de partage, de bonheur attendus avec impatience par les orphelins. Chaque année, en effet, les enfants accompagnés de leur parent restant éprouvent une immense joie à se retrouver pour les traditionnelles fêtes de Noël organisées dans chaque région de la métropole et des DROM. Dans une ambiance festive et chaleureuse, autour d'un repas et d'animations, ils sont toujours impatients de découvrir les surprises concoctées par les animateurs de région, en charge de l'accompagnement et du suivi social des familles sur le terrain, qui redoublent d'imagination dans l'organisation de ces événements. Côté villages, c'est aussi la fête et l'occasion de réunir protégés et équipes autour d'une célébration qui clôture l'année. Là aussi, les surprises sont généralement de mise et la gaité au rendez-vous !

La fin d'année est aussi la période de distribution des ordinateurs dans le cadre de l'aide éducative informatique délivrée par Orphéopolis. Un ensemble informatique composé d'un ordinateur, d'une sacoche et d'une imprimante est ainsi remis à chaque orphelin scolarisé à partir du collège. Et cette aide est renouvelée tous les quatre ans, tant que l'orphelin fréquente un établissement scolaire ou universitaire, une formation en alternance ou par correspondance. Pour l'édition 2019, 360 ensembles informatiques ont été distribués.

Contact Orphéopolis : Frédéric Bellamy, directeur de l'Action sociale - Tél. 01 49 74 22 10 - Courriel : > fbellamy@orpheopolis.fr



Du côté de la FLL...

> Information réservée aux ayants droit de la fondation Louis Lépine

La presse en ligne

> Tous les ayants droit de la fondation Louis Lépine en possession d'une carte de loisirs valide ont désormais accès à la presse en ligne depuis leur smartphone, tablette ou ordinateur.

Rubrique accessible depuis l'onglet médiathèque > Kiosque presse

Site Internet Louis Lépine : > <https://fondationlouislepine.fr/>

fondation louis lépine



Début des inscriptions pour les séjours jeunes Printemps 2020



> Les inscriptions sont ouvertes à partir du 6 jusqu'au 31 janvier 2020.

Les centres de vacances jeunes proposés par la Fondation Louis Lépine s'adressent aux enfants de 4 à 17 ans dont l'un des deux parents est agent ou employé de la préfecture de Police ou est fonctionnaire de statut Police nationale, dans le ressort du SGAP de Paris.

Site Internet Louis Lépine / Rubrique Vacances / Les séjours printemps vacances jeunes :

> <https://fondationlouislepine.fr/>

SDASAP/DRH

>> Arrivée



> **Sylvie François**, psychologue du travail, a rejoint le BCVTPH en qualité de chargée de mission qualité de vie au travail.

SDPAS/DRCPN

>> Arrivées



> **Tiphaine Pinault**, administratrice civile, a pris ses fonctions en qualité de chargée des fonctions de sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien (SDPAS/DRCPN).

> **Lia Pinget**, psychologue en intérim a rejoint le service de soutien psychologique opérationnel (SSPO).

> **Hermance Peneau**, a rejoint la cellule chargée de la coordination RH en qualité d'apprentie.

La sous-direction de l'action sociale
et de l'accompagnement du personnel / DRH
vous présente ses meilleurs vœux pour l'année **2020**

